

MATRICE DE SUIVI DES DÉPLACEMENTS
(DISPLACEMENT TRACKING MATRIX – DTM)

EVALUATION DES VILLAGES – DÉPLACEMENTS INTERNES

4^{ème} SERIE

NIGER

RÉGIONS : DIFFA – MARADI – TAHOUA – TILLABÉRI

RAPPORT SUR L'ACCÈS À L'ÉNERGIE

Juin 2023



Table des matières

1. Résumé	3
2. Introduction.....	5
2.1 Méthode de la collecte des données.....	6
2.2 Limitations	7
3. Énergie pour la cuisson et le chauffage ou refroidissement	8
3.1 Principales sources de combustible de cuisson	8
3.2 Obstacles d'accès à l'énergie pour la cuisson et le chauffage ou refroidissement	10
4. Accès à l'électricité.....	11
4.1 Principales sources d'électricité	11
4.2 Principaux obstacles d'accès à l'électricité.....	12
5. Priorités en matière d'accès à l'énergie	13
6. Recommandations générales	13

1. Résumé

a. Français

L'importance de l'accès universel à une énergie propre, abordable et fiable, évoquée par l'objectif de développement durable n° 7 (ODD 7), engage tous les secteurs et explique l'émergence du secteur de l'énergie humanitaire au cours des dernières années. Bien que les impacts de la pauvreté énergétique sur le développement socio-économique, les questions environnementales et climatiques (moteurs de conflits et de crises humanitaires) soient de plus en plus prises en compte dans le Plan de Réponse Humanitaire (PRH), les actions visant à inclure des opérations plus vertes dès le début des interventions d'urgence sont encore timides.

Dans la plupart des contextes humanitaires, la consommation d'énergie par les populations affectées dépend souvent fortement de la biomasse traditionnelle et de technologies inefficaces. Mais quels sont les facteurs qui limitent l'accès à l'énergie propre parmi les populations déplacées ? Quelles stratégies d'atténuation ou de prévention pourraient être employées pour relever les défis de l'accès à l'énergie des populations touchées ? Ce rapport présente les résultats d'une évaluation de l'accès à l'énergie dans des contextes de déplacement dans quatre régions du Niger.

On constate que malgré le fait que la distance jusqu'aux points de collecte de bois de chauffage et les dangers encourus constituent des obstacles majeurs dans la plupart des endroits, la biomasse solide (bois de chauffage (92%), résidus agricoles (6%) et charbon de bois (2%)) reste la principale source d'énergie pour la cuisine dans tous les sites et les communautés d'accueil qui abritent des personnes déplacées. L'éloignement des points de connexion électrique entrave l'accès à l'électricité dans plus de la moitié (58%) des localités abritant des sites et des communautés d'accueil pour les populations déplacées.

La République du Niger joue un rôle essentiel dans la mobilité humaine au Sahel – servant de corridor pour les migrants à destination de l'Afrique du Nord et de l'Europe depuis la région et au-delà – par sa position géographique pour la migration, le Niger est aussi touché par les déplacements internes. Apporter des solutions durables dans ce contexte – en particulier pour les questions de migration-énergie – nécessiterait des stratégies ambitieuses qui utilisent des financements innovants, des approches basées sur le marché et des partenariats pour compléter les interventions traditionnelles basées sur des subventions; des approches participatives et communautaires qui abordent le problème des resquilleurs et atténuent la défaillance du marché; et l'assurance qualité des solutions qui est vitale pour l'acceptation et la longévité des interventions.

En conclusion, le rapport souligne l'importance de la collaboration intersectorielle (entre les secteurs du développement et de l'humanitaire) pour fournir des solutions énergétiques durables aux populations déplacées au Niger. Toutes les parties prenantes (populations déplacées, partenaires de développement, secteur privé, gouvernements et organisations humanitaires) devraient développer conjointement des solutions énergétiques optimales, axées sur l'utilisateur, qui contribuent à renforcer la résilience des communautés, à lutter contre la dégradation de l'environnement et le changement climatique.

Avis aux lecteurs

Les avis exprimés dans ce rapport sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'OIM, des donateurs et des partenaires : L'OIM croit profondément que la question énergie va dans l'intérêt de tous les partenaires. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale afin d'aider à mieux comprendre quels en sont les enjeux ; d'encourager le développement économique et social grâce à l'énergie.

Les cartes sont fournies uniquement à titre illustratif. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielles de ces frontières de la part de l'OIM.

Tous droits réservés. Aucune partie du présent document ne peut être reproduite, stockée dans un système de récupération ou transmise sous quelque forme que ce soit par tout moyen électronique, mécanique, de photocopie, d'enregistrement ou autre, sans l'autorisation préalable de l'éditeur.

2. Introduction

Bien que le lien entre migration et accès à l'énergie propre soit relativement nouveau dans les cadres de gouvernance et de gestion des migrations, l'accès à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable est un catalyseur intersectoriel, soutenant la réalisation de tous les autres Objectifs de Développement Durable (ODD)¹ et, par conséquent, stimulant l'activité économique tout en contribuant à l'amélioration des moyens de subsistance.

Les tendances contemporaines en matière de migration interne et internationale ont été transformées ces dernières années par les chocs liés à l'insécurité, aux catastrophes, aux changements climatiques et à la dégradation de l'environnement. En outre, l'accès à l'énergie dans les situations de déplacement dépend souvent largement de la biomasse traditionnelle et des technologies inefficaces qui contribuent à la dégradation de l'environnement, exposant ainsi les populations touchées à des vulnérabilités accrues. Cependant, établir un lien entre la pauvreté énergétique et la migration n'est pas un sujet simple. Cela s'explique d'une part par le fait que les besoins et les priorités énergétiques dépendent du contexte (géographique, économique et socio-culturel) et, d'autre part, par la faible disponibilité des données sur l'accès à l'énergie dans les situations de déplacement.

Ce rapport présente l'analyse de la collecte de données de la 4^{ème} série de l'évaluation des villages (*Village Assessment (VAS)*, en anglais) de la Matrice de Suivi des Déplacements (*Displacement Tracking Matrix (DTM)*, en anglais) au Niger. Les régions couvertes sont Diffa, Maradi, Tahoua et Tillabéri qui accueillent environ 96 pour cent de la population du Niger². Cette collecte de données comprenait pour la première fois des questions liées à l'énergie.

L'outil d'évaluation énergétique a été conçu sur la base des indicateurs du cadre multi-niveaux du Programme d'aide à la Gestion du Secteur de l'Energie (PGSE) et le Cadre Multi-niveau (Multi-Tier Framework (MTF) en anglais) établi par la Banque mondiale en 2015.

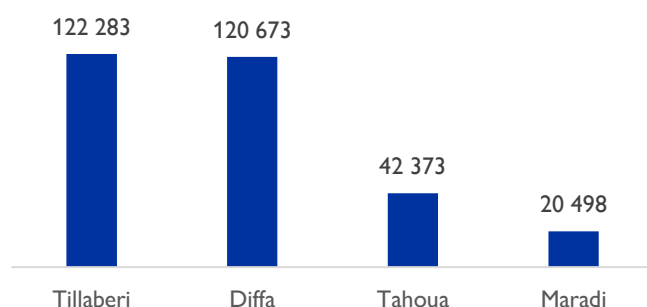
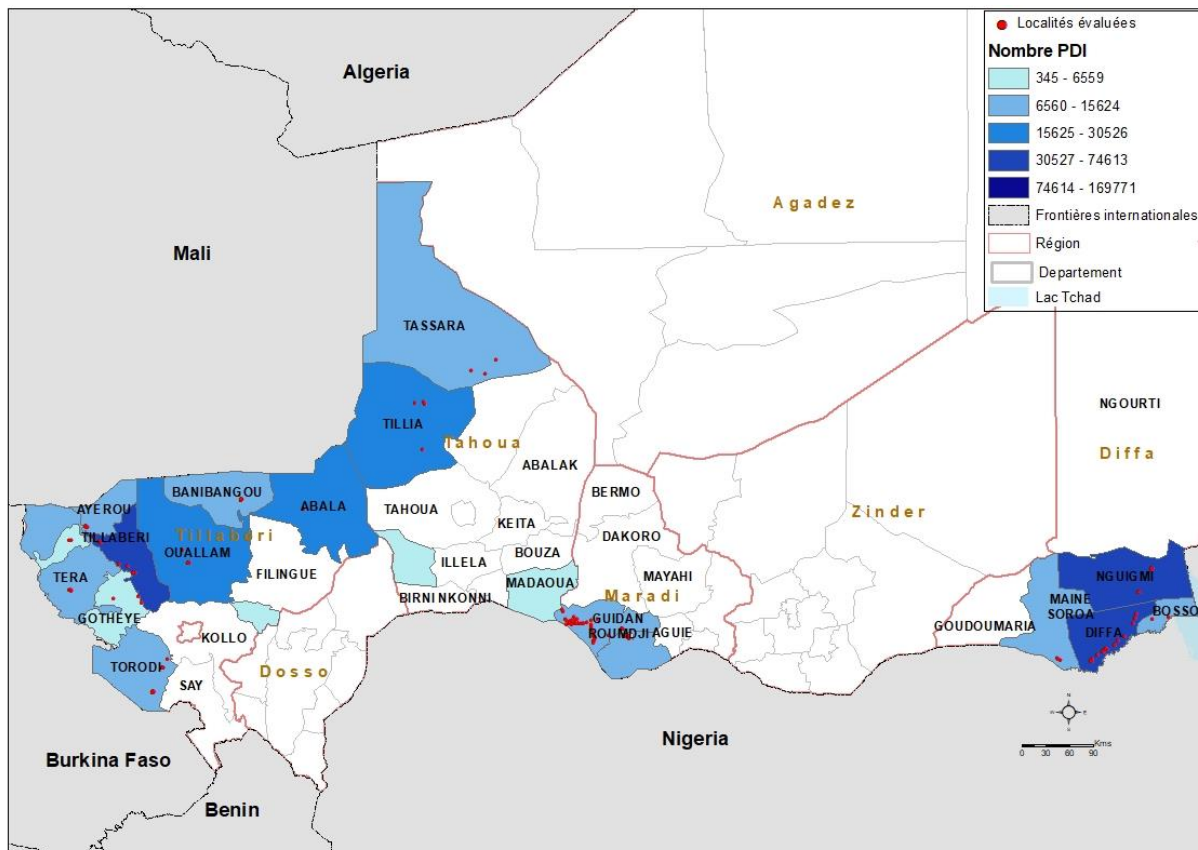


Figure 1 : Nombre des PDI par région

L'enquête a été menée entre le 11 avril et le 3 mai 2022 auprès de 909 informateurs clés dans 409 localités (178 sites et 231 communautés d'accueil) qui hébergent 305 827 Personnes Déplacées Internes (PDI) et 52 908 personnes retournées, anciennes PDI (voir figure 1).

¹ POLICY BRIEFS IN SUPPORT OF THE HIGH-LEVEL POLITICAL FORUM 2022 - ADDRESSING ENERGY'S INTERLINKAGES WITH OTHER SDGs <https://sdgs.un.org/sites/default/files/2022-06/Policy%20Briefs%20-2022%20Energy%27s%20Interlinkages%20With%20Other%20SDGs.pdf>

² <https://www.worlddata.info/africa/niger/index.php>



Note : Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms sur cette carte n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.

Figure 2 : Concentration des déplacés par département

Le présent rapport se concentre sur trois grands domaines thématiques : électricité, éclairage domestique et cuisine/chauffage. Il rassemble des données sur les niveaux d'accès à l'énergie, les technologies énergétiques utilisées, les obstacles à l'accès à l'énergie et les priorités en termes de services énergétiques.

2.1 Méthode de la collecte des données

Il est essentiel pour les décideurs et les acteurs dans les situations de crise de recevoir des informations sur les personnes relevant de leur mandat (migrants, personnes déplacées à l'intérieur du pays, rapatriés) qui mettent en évidence les moteurs de la mobilité, la démographie, les vulnérabilités et les besoins. Tirant parti des compétences et de l'expertise de ses enquêteurs pour acquérir des données dans des endroits éloignés et difficiles d'accès, DTM-VAS utilise des entretiens avec des informateurs clés ainsi que des observations directes comme méthode de collecte de données. L'évaluation est faite à trois niveaux :

Niveau département : Evaluation conduite avec les autorités locales de la préfecture et toute autre personne ayant une très bonne connaissance de la situation de déplacement dans le département pour identifier toutes les communes qui hébergent des déplacés.

Niveau commune : Evaluation conduite avec les autorités locales de la commune et toute autre personne ayant une très bonne connaissance de la situation de déplacement dans la commune pour identifier toutes les localités qui hébergent des déplacés.

Niveau villages/sites : Evaluation conduite avec les représentants des villages ou sites, les représentants des déplacés, les acteurs humanitaires et de développement qui interviennent dans le village ou le site, ou toute autre personne ayant une très bonne connaissance de la situation de déplacement dans la localité. Cette évaluation permet de déterminer les besoins humanitaires multi-sectoriels des déplacés dans la localité.

La collecte de données est supervisée par le staff OIM, les coordinateurs régionaux du Ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes (MAH/GC) et la Direction Régionale de l'Etat Civil des Migrations et des Réfugiés (DREC/MR).

L'évaluation a été conduite du 11 avril au 3 mai 2022 auprès de 909 informateurs clés sur 409 localités (178 sites et 231 villages).

Aux fins du présent rapport, les termes suivants ont été définis :

- **Personnes Déplacés Internes (PDI)** : sont des ressortissants nigériens qui ont été contraints de fuir ou contraints de quitter leur domicile ou leur lieu de résidence habituelle, notamment à la suite de conflits armés, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour éviter leurs effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un État. Aux fins de la DTM, seules les personnes déplacées depuis 2015 ou après sont considérées comme des personnes déplacées, elles ne peuvent pas retourner dans leur résidence habituelle (domicile) et ceci inclut leurs enfants nés pendant que leurs familles étaient déplacées.
- **Retournées anciennes PDI** : sont des ressortissants nigériens qui avaient été déplacés à l'intérieur du pays dans un lieu différent de celui dans lequel ils vivaient et sont depuis retournés dans leur lieu d'origine.
- **Communauté hôte** : groupe de ménages qui vivent ensemble dans une localité et qui hébergent des personnes déplacées

2.2 Limitations

- DTM VAS n'est pas un outil d'évaluation approfondie sur la question de l'énergie. Pour ce rapport, les données ont été collectées auprès des informateurs clés avec la méthodologie Evaluation des Villages de la DTM. En outre, les enquêteurs DTM et les informateurs clés ne sont pas des experts en énergie, mais les questions énergies dans le questionnaire DTM-VAS ont été conçues pour être répondues par des non-experts énergétiques, de manière que les résultats puissent être utilisés par les experts en énergie pour l'analyse.

- Bien que le rapport tente de présenter pleinement les résultats de l'évaluation, les pourcentages inférieurs à 1 pour cent ne sont pas mis en évidence et la somme des pourcentages peut ne pas toujours totaliser 100 pour cent, car les pourcentages sont arrondis à l'entier le plus proche. De plus, certains informateurs clés n'ont pas répondu à toutes les questions, par manque d'information exacte et/ou actualisée.

3. Énergie pour la cuisson et le chauffage ou refroidissement

3.1 Principales sources de combustible de cuisson

Dans tous les sites ou communautés d'accueil, la biomasse solide (92% de bois de chauffage, 6% de résidus agricoles et 2% de charbon de bois) est utilisée comme principale source d'énergie pour la cuisson (voir figure 4), avec des poêles à trois pierres ou à foyer ouvert comme technologie de cuisson prédominante (82%) (voir figure 3). D'autres technologies de cuisson employées par une petite fraction de la population concernée comprennent des poêles en métal, des poêles en argile/boue/briques et des fourneaux améliorés.

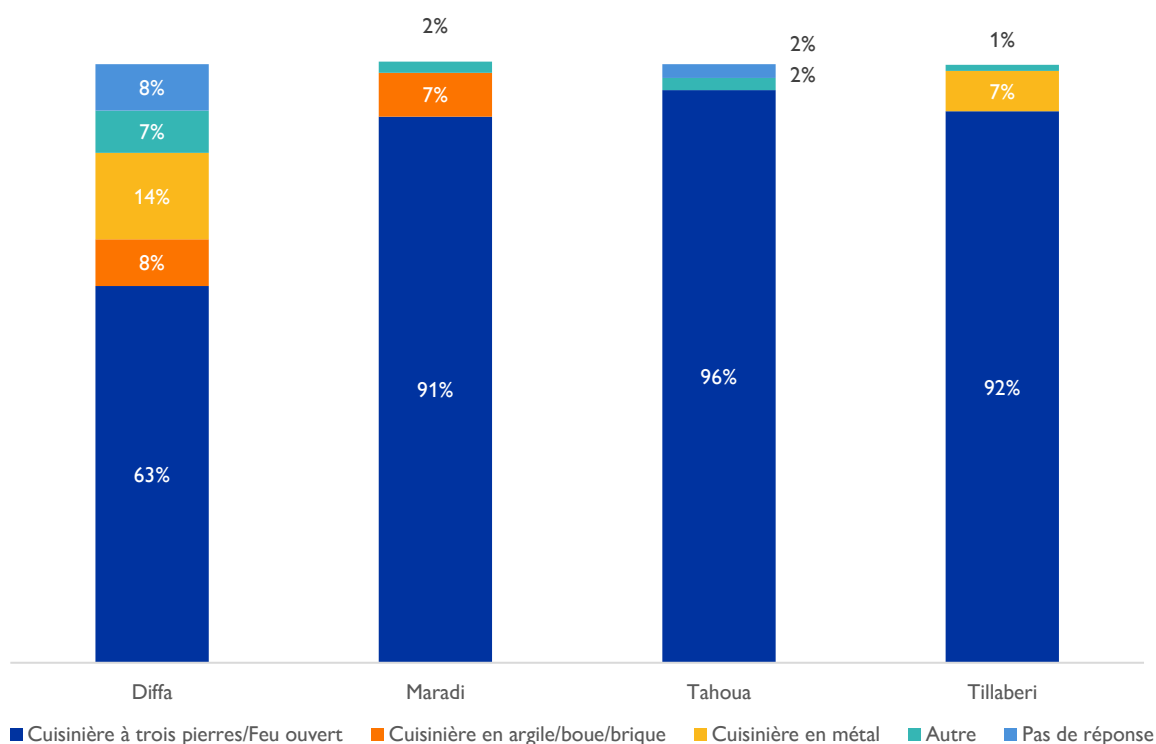


Figure 3 : Principaux types de combustible de cuisson utilisés dans les sites/communautés d'accueil dans les différentes régions

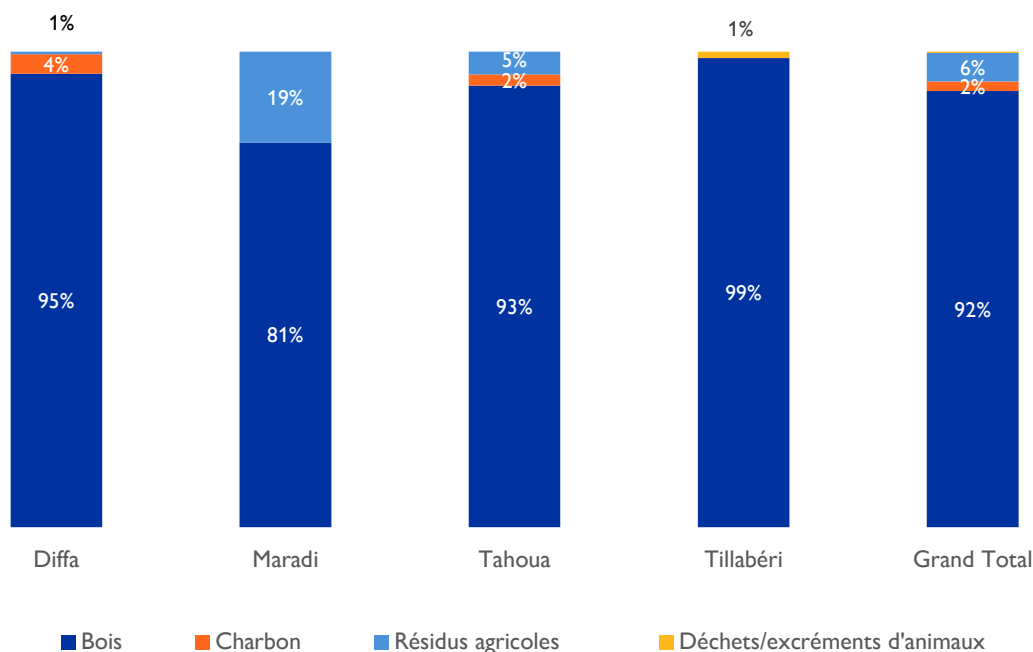


Figure 4 : Principaux types de cuisinières utilisées dans les sites/communautés d'accueil dans les différentes régions

Dans environ un quart (26%) des sites et communautés d'accueil, il a été signalé que la majorité des ménages déplacés achètent du bois de chauffage auprès d'entreprises offrant des produits et/ou des services énergétiques sur le marché local, tandis que dans la fraction restante, les ménages déplacés fabriquent individuellement (35%) ou collectent individuellement (62%) du bois pour le chauffage et la cuisine (voir figure 5).

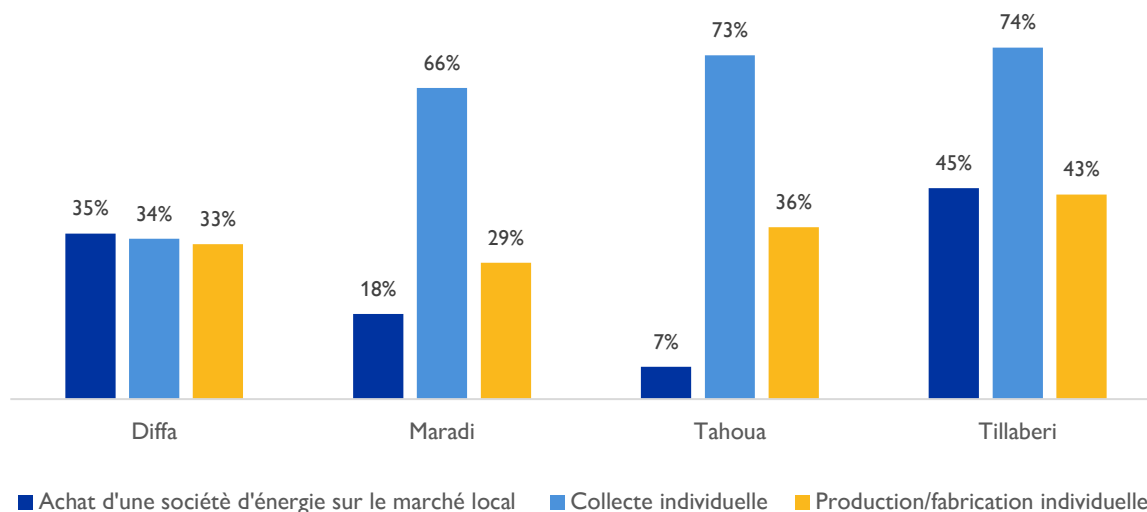


Figure 5 : Trois principaux moyens d'acquérir du combustible de cuisson par région

Parmi les populations déplacées qui collectent ou fabriquent individuellement du bois de feu, 53 pour cent ont déclaré ne pas avoir besoin de stratégies d'adaptation puisque le bois de feu est toujours suffisamment disponible, soit 34 pour cent à Diffa, 66 pour cent à Maradi, 73 pour cent à Tahoua et 74 pour cent à Tillabéri (voir figure 5). La deuxième stratégie d'adaptation signalée pour ce groupe consiste soit à manger des repas froids, soit à sauter complètement certains repas, chacun représentant 7 pour cent.

Dans les endroits où les ménages achètent majoritairement du bois de feu sur le marché local, 6 pour cent ont déclaré qu'ils vendraient des articles ménagers ou personnels (bijoux, téléphones, meubles, etc.) pour faire face aux pénuries de bois de feu. Dans 5 pour cent des sites ou communautés d'accueil de ces endroits, il a été signalé que la majorité des ménages cuisinent moins longtemps pour s'adapter aux pénuries de bois de chauffage (voir figure 6).

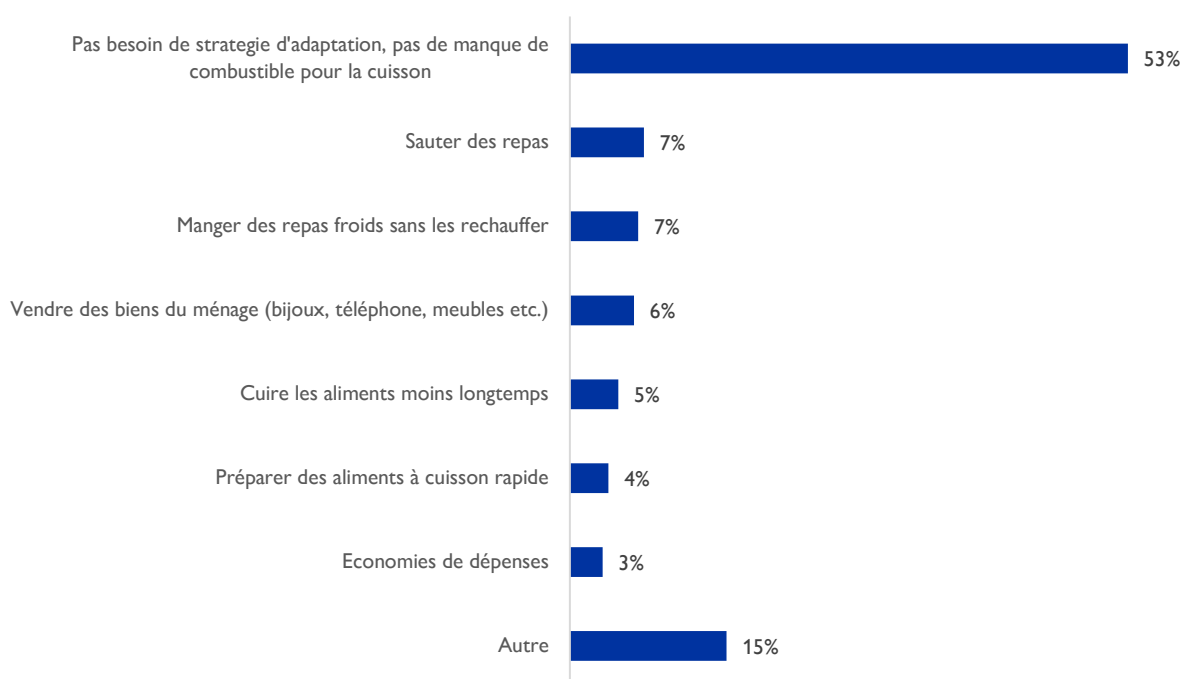


Figure 6 : Stratégie d'adaptation à la pénurie de combustible pour cuisiner

3.2 Obstacles d'accès à l'énergie pour la cuisson et le chauffage ou refroidissement

Les populations déplacées ont déclaré rencontrer plusieurs obstacles à l'accès à l'énergie pour cuisiner, notamment les points de collecte de bois de feu éloignés dans 45 pour cent des sites et communautés d'accueil, le coût élevé du bois de feu (32%), la collecte de bois de feu étant une activité dangereuse pour 13 pour cent et l'indisponibilité de bois de feu en vente sur le marché local (8%). Les tendances prédominantes signalées des obstacles rencontrés à l'accès à l'énergie pour la cuisson et le chauffage au niveau régional ont été visualisées dans la Figure 7.

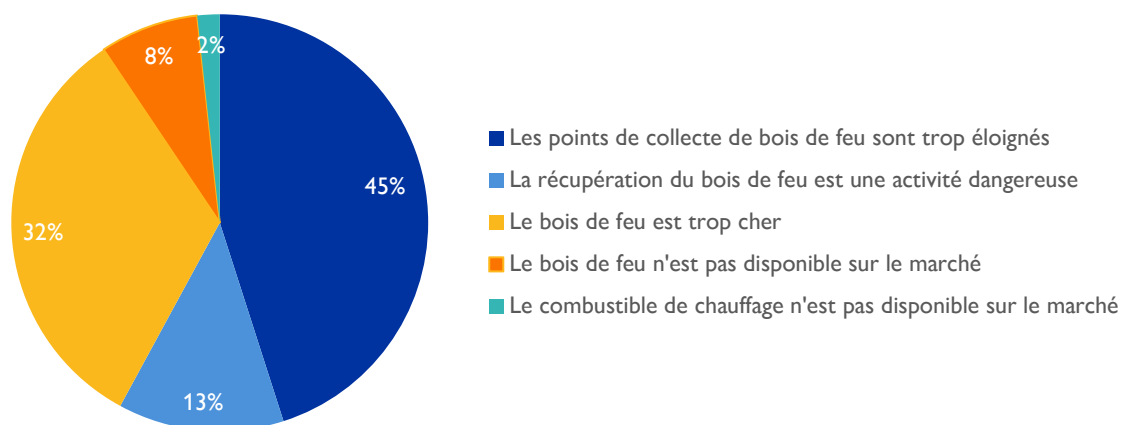


Figure 7 : Les principaux obstacles à l'accès à l'énergie pour la cuisson et le chauffage

4. Accès à l'électricité

4.1 Principales sources d'électricité

Au total, 78 pour cent des localités n'ont pas accès à l'électricité, le reste (22%) des localités y ont accès mais cela ne couvre pas tous les ménages (voir figure 8). Seules 1 pour cent de localités ont une électricité qui couvre presque tous les ménages. Les batteries à cellules sèches sont la principale source d'électricité domestique dans 47 pour cent des endroits, 15 pour cent disposent des systèmes solaires domestiques individuels (SHS), 8 pour cent utilisent des réseaux solaires, 5 pour cent dépendent de lanternes solaires, 4 pour cent sont connectés au réseau électrique et 2 pour cent utilisent des générateurs diesel individuels pour éclairer leur habitation (voir Figure 8).

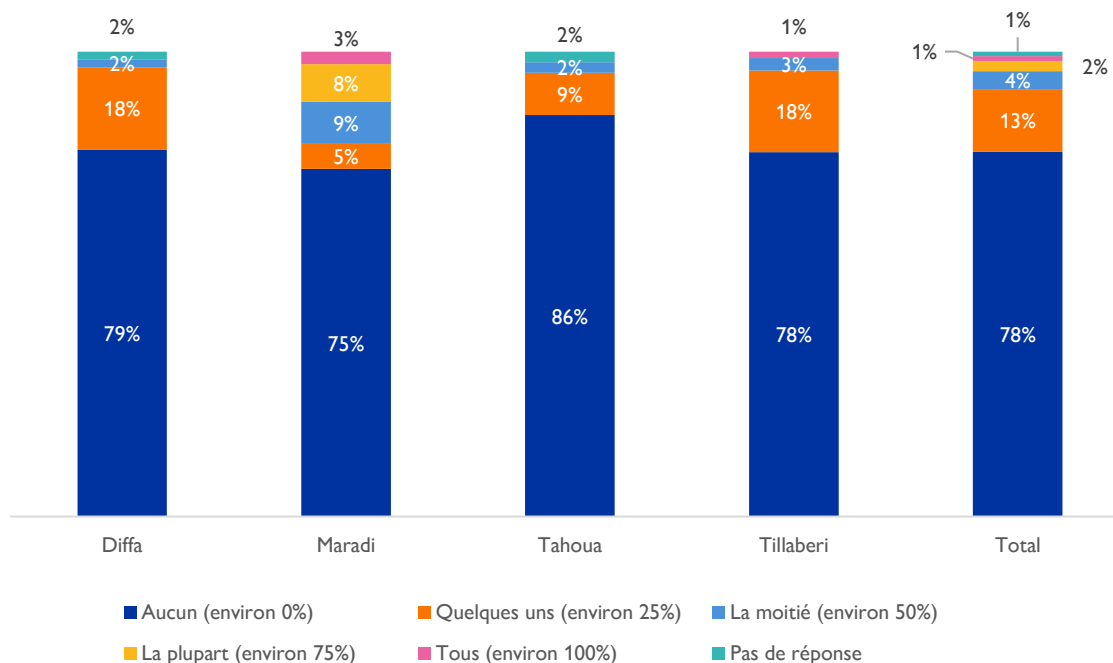


Figure 8 : Accès à l'électricité

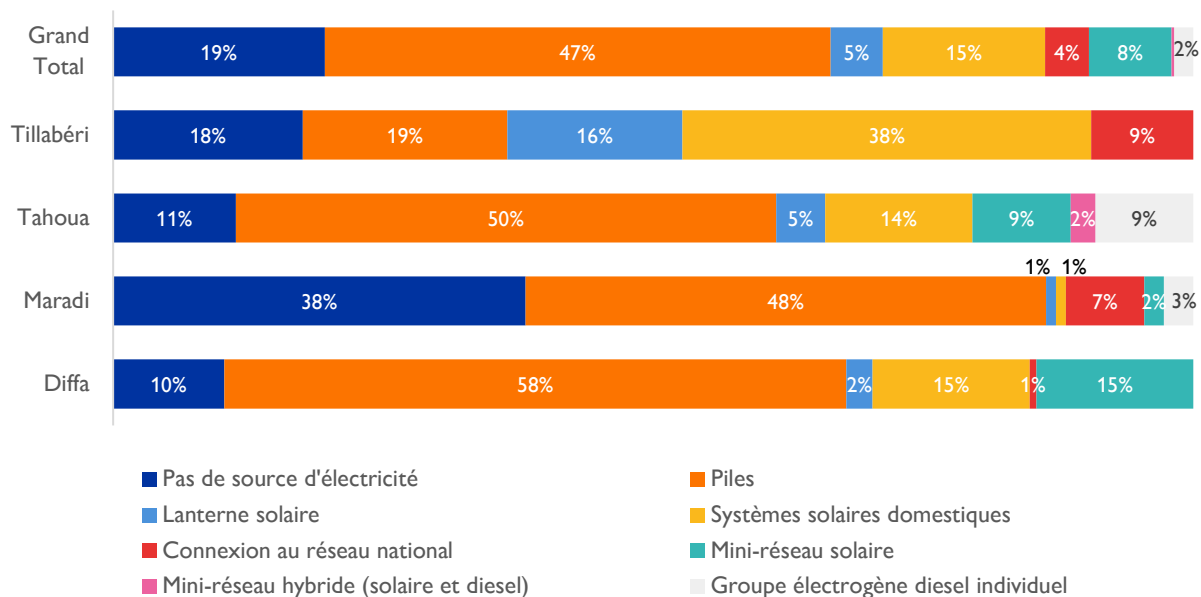


Figure 8 : Sources d'électricité domestique

4.2 Principaux obstacles d'accès à l'électricité

Les points de raccordement à l'électricité éloignés ont été signalés comme le principal obstacle d'accès à l'électricité dans 58 pour cent des sites et communautés d'accueil dans les endroits évalués, tandis que 17 pour cent ont déclaré que le coût élevé de l'électricité était un facteur déterminant. Dans 10 pour cent des sites et communautés d'accueil, le manque de points de raccordement à l'électricité ou le long délai d'attente pour le raccordement était un obstacle d'accès à l'électricité tandis que dans 6 pour cent des sites ont montré que l'électricité n'était pas disponible sur le marché et 11 pour cent ont déclaré autres obstacles (voir figure 10).

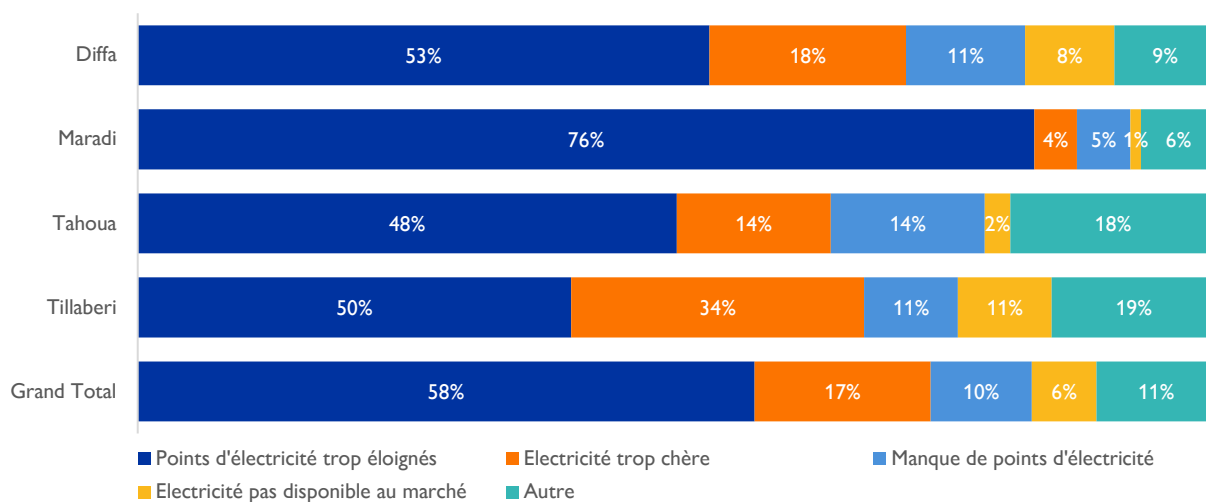


Figure 9 : Les principaux obstacles en termes d'accès à l'électricité

5. Priorités en matière d'accès à l'énergie

La priorité la plus signalée en termes d'accès aux services énergétiques est l'énergie pour la recharge de téléphones portables dans 84 pour cent des sites et communautés d'accueil (Diffa 74%, Maradi 97%, Tahoua 89% et Tillabéri 85%). Les sources d'énergie pour l'éclairage domestique arrivent en deuxième position (48% des sites/communautés d'accueil). Environ 35 pour cent ont déclaré avoir besoin d'énergie pour la cuisson, 22 pour cent pour l'éclairage public, 14 pour cent pour le chauffage et 11 pour cent ont déclaré avoir besoin d'énergie pour le fonctionnement des entreprises (voir figure 10).

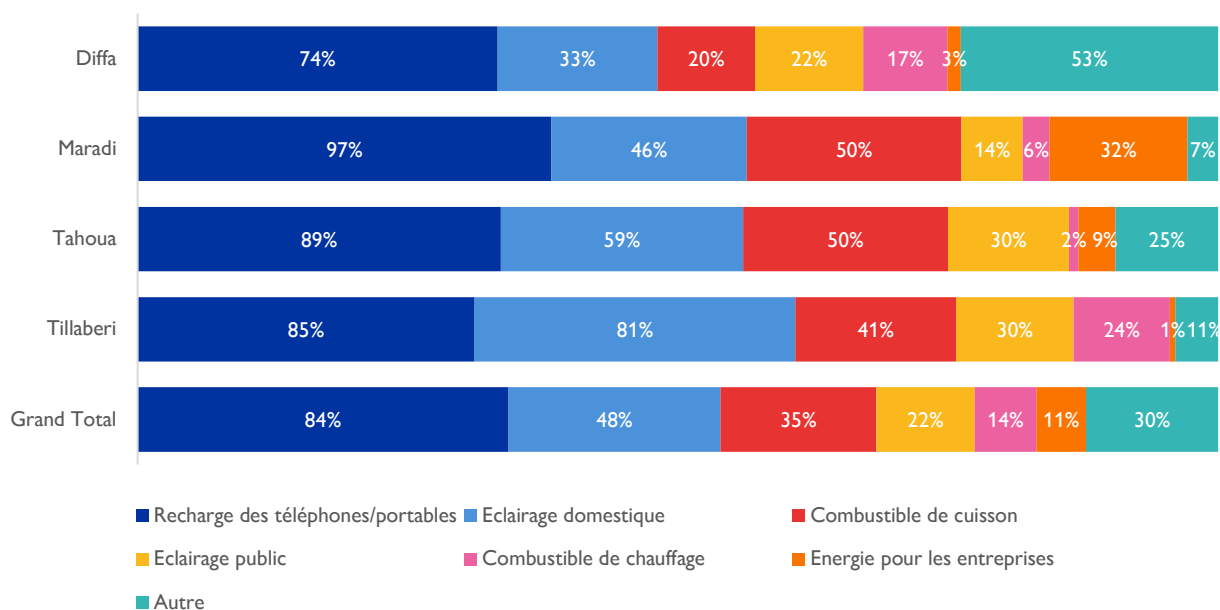


Figure 10 : Priorités en termes de services énergétiques

6. Recommandations générales

- En raison de son emplacement stratégique le long de la frontière entre le Sahara et les régions subsahariennes et bordée par sept pays, la République du Niger joue un rôle essentiel dans la mobilité humaine au Sahel et dans la dynamique migratoire africaine en général. Le Niger accueille des milliers de migrants expulsés (principalement d'Algérie et de Libye)³ et sert de corridor principal pour les migrants de toute la région de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ainsi que pour ceux qui sont en route pour atteindre l'Afrique du Nord et l'Europe. Les déplacements internes au Niger impactent nécessairement les ressources existantes avec des implications substantielles sur la résilience environnementale ; une situation exacerbée par le fait que les températures dans la région sont déjà 1,5 fois supérieures au reste du monde.⁴ Les stratégies et activités d'adaptation, y compris l'éclairage domestique et les solutions de cuisson propres par le biais de la distribution d'articles non-

³ <https://reliefweb.int/report/niger>

⁴ <https://www.worldbank.org/en/country/niger/resultssahel#:~:text=With%20temperatures%20rising%201.5%20times,Mauritania%2C%20Niger%2C%20Chad>.

alimentaires, devraient se poursuivre. En outre, une approche fondée sur le lien entre l'agriculture et l'énergie (pour améliorer la disponibilité/la gestion de l'eau et la productivité des cultures, le reboisement), l'énergie à des fins productives, devrait continuer d'être fournie, créant ainsi des possibilités pour les populations touchées qui réduiraient la concurrence pour les ressources naturelles, amélioreraient les moyens de subsistance et contribueraient à renforcer la résilience à la désertification et aux changements climatiques.

- Les populations déplacées dépendent actuellement entièrement de la biomasse traditionnelle et utilisent des technologies inefficaces telles que les poêles à feu ouvert à trois pierres pour cuisiner. Ceux-ci sont non seulement polluants et dangereux (déforestation pour le bois de feu, pollution de l'air, inhalation de fumée, temps de collecte du bois de feu, risque d'incendie), mais contribuent également à l'abattage non durable des arbres pour le combustible. La mise en œuvre de solutions de cuisson propres appropriées et plus efficaces utilisant des combustibles alternatifs permettrait de résoudre les problèmes liés à la combustion du bois de chauffage et de promouvoir la résilience climatique. De plus, les considérations concernant la fonctionnalité et la commodité du produit par rapport aux aliments locaux typiques sont essentielles pour favoriser l'acceptation et assurer une utilisation conforme.
- Étant donné que la durée de vie de la plupart des produits énergétiques (pompes d'irrigation solaires, kits d'éclairage solaire, systèmes solaires domestiques (SHS), cuisinières améliorées, etc.) dépend en grande partie de la qualité et de la gestion des produits, il est important que ces interventions incluent des produits certifiés⁵ avec des normes minimales. De plus, pour assurer la durabilité de leurs avantages, les populations déplacées devraient être formées sur le fonctionnement et la maintenance des technologies disponibles et sur les différents avantages et défis par le biais d'activités de sensibilisation telles que des ateliers de sensibilisation.
- Selon la présente analyse, on estime que la majorité des sites et communautés d'accueil pour des personnes déplacées (>90%) au Niger ont un accès de niveau 1 ou inférieur à l'énergie pour la cuisine et un accès de niveau 0 à l'électricité. Il est recommandé que l'électricité domestique et les solutions de cuisson propres fournissent au moins des niveaux d'accès de niveau 1 et 2 respectivement (c'est-à-dire des solutions électriques pouvant fournir 4 heures d'éclairage et de recharge des téléphones mobiles, dont au moins 2 heures la nuit, et des cuisinières utilisant des combustibles alternatifs à la biomasse traditionnelle en offrant un rendement supérieur à 20%⁶).
- Des approches communautaires devraient être utilisées pour engager et encourager la participation des bénéficiaires en combinaison avec des approches fondées sur le marché (telles que PAYGO, les solutions louées/locatives, les mécanismes de financement novateurs) afin

⁵ Links to products certifications and acceptable minimum standards:

Required standards for domestic cookstoves - ISO 19867-1:2018

Minimum requirements for Off-Grid renewable energy products - IEC TS 62257-9-8.

Solar solutions below 10KWp - pico-PV

Solar Home Systems - solar home system kits

⁶[https://www.esmap.org/mtf_multitier_framework_for_energy_access#:~:text=The%20Multi%2DTier%20Framework%20\(MTF,vs%20nonsolid%20fuels%E2%80%9D%20for%20cooking.](https://www.esmap.org/mtf_multitier_framework_for_energy_access#:~:text=The%20Multi%2DTier%20Framework%20(MTF,vs%20nonsolid%20fuels%E2%80%9D%20for%20cooking.)

d'accroître le pouvoir d'achat des populations touchées, créant ainsi un sentiment d'appropriation et de responsabilité pour les technologies, réduisant ainsi les risques de distorsion du marché et encourageant la participation du secteur privé au marché humanitaire de l'énergie.

- Étant donné que la plupart des personnes déplacées sont intégrées dans les communautés d'accueil (principalement situées dans des établissements ruraux), les solutions développées devraient être sensibles à l'environnement environnant et intégrer le principe de 'Do No Harm' (« Ne pas nuire » ou « Eviter de nuire »). En outre, compte tenu des taux nationaux d'accès à l'électricité d'à peine 19 pour cent en 2021⁷ et des objectifs nationaux d'accès à l'électricité, des solutions communautaires devraient être développées en collaboration avec les partenaires au développement.

⁷ IEA – Niger Country Statistics https://www.irena.org/-/media/Files/IRENA/Agency/Statistics/Statistical_Profiles/Africa/Niger_Africa_RE_SP.pdf